

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

STUDIA DIGITAL

Société par actions simplifiée au capital social de 500 000 €
ayant son siège social 14 boulevard Pythagore à Vitrolles (13)
831 498 209 RCS Salon-de-Provence
(la « **Société** »)

**Avis des administrateurs judiciaires de STUDIA DIGITAL aux parties affectées par le projet de plan de redressement
(Article R. 626-55 du Code de commerce)**

Par jugement du 9 juillet 2024, le Tribunal des activités économiques de Paris a décidé de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la Société (le « **Jugement d'ouverture** »), et a notamment désigné :

- la SCP CBF ASSOCIES, prise en la personne de Maître Lou Fléhard, dont le domicile professionnel est sis au 41 rue de Liège à Paris (8^{ème}), et
- la SELAS BL & ASSOCIES, prise en la personne de Maître Manuel Bouyer, dont le domicile professionnel est sis au 3 bis rue des archives à Créteil (94),

en qualité d'administrateurs judiciaires de la Société avec mission d'assistance (les « **Administrateurs Judiciaires** »).

Une copie de la présente lettre, vous sera également adressée par lettre recommandée avec avis de réception et/ou par courriel à l'adresse électronique que vous avez communiquée à l'occasion de la déclaration de votre créance ou, à défaut, à l'adresse électronique habituellement utilisée dans les échanges avec la Société.

1. Rappel du contexte

Le groupe STUDIA est spécialisé dans le développement et la commercialisation de solutions informatiques et de prestations visant à digitaliser et organiser les données du client.

Il exerce, plus particulièrement, dans le domaine du management de contenus numériques et dans l'ingénierie documentaire en environnement complexe, au travers de 4 *business units* représentées par les filiales opérationnelles du groupe STUDIA, que sont :

- STUDIA SAS : holding opérationnelle ;
- STUDIA CONSEIL : conseil et audit en gestion documentaire ;
- STUDIA DIGITAL : édition et intégration de solutions logicielles de gestion de data, des processus, et des connaissances métiers dans le cadre de projets de transformation digitale des organismes publics ;
- STUDIA INGENIERIE : ingénierie de l'information documentaire, de process industriel et fonctionnel ;
- STUDIA SOLUTIONS : dématérialisation de documents ainsi que traitement archivistique (ensemble le « **Groupe STUDIA** »).

La société GENVALUE PARTNERS est la société mère.

Le Groupe STUDIA a subi une perte d'activité pendant la crise sanitaire. Il a notamment dû :

- Faire face à un accroissement de la compétition résultant en l'absence de renouvellement de quelques contrats pluriannuels ;
- Supporter la suspension des projets de ses clients évoluant sur le secteur du nucléaire et de l'aéronautique ; et
- Procéder à des licenciements pendant cette période, mais éprouve depuis des difficultés à recruter de nouveaux profils compétents et donc à retrouver son niveau de chiffre d'affaires historique.

La Société prépare donc actuellement, avec notre assistance, un projet de plan de redressement, afin d'apurer son passif selon des modalités qui ont été définies en fonction de l'évolution de son activité au cours des derniers mois et des projections transmises.

2. Rappel du dispositif des classes de parties affectées

Pour rappel, par avis du 4 avril 2025 inséré au bulletin des annonces légales obligatoires, et paru au sein d'un journal habilité à publier des annonces judiciaires et légales, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, nous avons avisé les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du Jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de redressement et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce (avis n°1).

Ainsi et par la présente, nous vous informons des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle vous appartenez, conformément aux articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce (avis n°2).

Il est précisé que le projet de plan de redressement vous sera communiqué ultérieurement, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. Vous serez également informés de la nécessité de vous prononcer sur ce projet de plan ainsi que sur les modalités de règlement des créances qui y sont proposées.

Il est précisé que, au sein d'une classe, conformément à l'article L. 626-30-2 alinéa 7 du code de commerce, le vote sur l'adoption du projet de plan de redressement pourra être remplacé par un accord ayant recueilli, après consultation de ses membres l'approbation des deux tiers des voix détenues par ceux-ci.

En l'absence d'un tel accord, s'agissant des modalités de déroulement de vote, en application des dispositions de l'article R. 626-20 du Code de commerce, seront admis des votes individuels.

Les dates de vote ainsi que les convocations correspondantes vous seront communiquées ultérieurement.

3. Modalités de répartition en classes, critères retenus pour la composition des classes de parties affectées et liste des classes de parties affectées

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III du Code de commerce, il appartient aux Administrateurs Judiciaires de répartir, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante en respectant les conditions suivantes :

- les créanciers titulaires de sûretés réelles portant sur les biens du débiteur, pour leurs créances garanties et les autres créanciers sont répartis en classes distinctes ; et
- la répartition en classes respecte les accords de subordination conclus avant l'ouverture de la procédure et portés à la connaissance des Administrateurs Judiciaires.

Il est précisé que nous n'avons, à date, pas reçu copie d'accord de subordination conclu avant l'ouverture de la procédure (le délai de 10 jours posé par l'article R. 626-55 alinéa 3 du Code de commerce étant expiré) dans les conditions de l'article L. 626-30, II du Code de commerce.

Les critères objectifs retenus pour constituer les classes ont notamment été :

- la nature des créances : financières, sociales et fiscales ;
- l'existence de privilèges et des sûretés ;
- la typologie des instruments de dette.

A cet égard, la liste des classes de parties affectées précisant les critères retenus pour la composition figure ci-dessous :

N°	Classe de parties affectées	Membres de la classe	Critère de constitution
Créanciers privilégiés			
1	Créanciers fiscaux	Cf. Annexe	Privilège du Trésor Public Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
2	Créanciers sociaux	Cf. Annexe	Privilège de la sécurité sociale et privilège des salaires Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
3	Créanciers titulaires de sûretés réelles	Cf. Annexe	Sûretés réelles
Créanciers chirographaires			
4	Créanciers chirographaires, également titulaires de créances privilégiées garanties par des sûretés réelles	Cf. Annexe	Créanciers chirographaires, également titulaires de créances privilégiées garanties par des sûretés réelles
5	Créanciers chirographaires	Cf. Annexe	Créanciers chirographaires
6	Créanciers groupe	Cf. Annexe	Les sociétés ayant un lien capitalistique

4. Arrêté du montant des créances et des droits dont sont titulaires les parties affectées

Les montants des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées sont arrêtés par les Administrateurs Judiciaires en application des articles L. 626 -30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Ils correspondent au montant en principal et intérêts jusqu'à la date de maturité contractuelle de chaque créance.

La liste des créances certifiées par les Commissaires aux comptes indique, sur la base des montants fournis par la Société, le montant en principal et intérêts à la veille du Jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. Les intérêts à échoir depuis le Jugement d'ouverture jusqu'à la date de maturité contractuelle seront pris en compte pour les besoins du calcul des droits de vote.

Afin de connaître la classe à laquelle vous appartenez ainsi que le montant de la créance ou des créances retenues pour le calcul de vos droits de vote, nous vous invitons à vous référer au tableau en [Annexe](#), qui présente la liste des créances classées par noms des créanciers telle qu'arrêtée par le Commissaire aux comptes de la Société.

Il est précisé que ni le montant des créances figurant en Annexe, ni l'attribution des droits de vote, ne préjuge de l'admission de votre créance à titre définitif au passif de la Société.

5. Modalités de calcul des voix

Chaque classe statue à la majorité des deux tiers (2/3) des voix détenues par les membres, présents ou représentés, ayant exprimé un vote.

Ne seront donc pris en compte uniquement les voix détenues par les membres ayant exprimé un vote, l'absence de réponse ne vaudra pas refus.

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la Société, en principal et intérêts (en ce inclus les intérêts à échoir jusqu'à la maturité contractuelle), par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par les Administrateurs Judiciaires conformément à l'article L. 626 -30, V du Code de commerce.

En application des articles L. 626-30-1 et R. 626-57 du Code de commerce, tout transfert de tout ou partie des créances affectées que vous détenez devra être porté à notre connaissance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et par courriel aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

Le cessionnaire desdites créances ne sera admis à exprimer un vote au sein de la classe qu'à compter de la réception (laquelle ne pourra intervenir après une date de référence qui vous sera communiquée au moment de la convocation au vote) de ladite lettre recommandée avec demande d'avis de réception par les Administrateurs Judiciaires ou de leur confirmation de réception par courriel.

Enfin, il est précisé que, conformément à l'article R. 626-58-1 : « *La qualité de partie affectée et les modalités de répartition en classes et de calcul des voix correspondant aux créances ou droits permettant d'exprimer un vote peuvent être contestées par chaque partie affectée, le débiteur, l'administrateur, le mandataire judiciaire et le ministère public. Le juge-commissaire est saisi de cette contestation par requête dans un délai de dix jours à compter de la notification prévue au premier alinéa de l'article R. 626 -58, à peine d'irrecevabilité* ».

6. Modalités de communication électronique avec les Administrateurs Judiciaires

Il est rappelé que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

Ainsi, afin de faciliter nos échanges, et si cela n'est pas encore fait, nous vous invitons à nous faire parvenir vos coordonnées électroniques, dans les meilleurs délais, par retour de courriel aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

En tout état de cause, l'adresse électronique utilisée pour l'envoi du présent courrier sera celle utilisée pour les envois ultérieurs, sauf à ce que vous nous en communiquiez une autre aux adresses suivantes paris@cbfassociés.com et etude@bl-aj.fr

Conformément à l'article R. 626-55 du Code de commerce, vaut consentement à la transmission par voie électronique l'utilisation de ces modalités de communication électronique.

Les Administrateurs Judiciaires de la Société :

- SCP CBF ASSOCIES (Maître Lou Flécharde)
- SELAS BL & ASSOCIES (Maître Manuel Bouyer)

Studia Digital : répartition des droits de vote par classe de parties affectées

Classe 1 - Créanciers fiscaux

Créance en €	% dans la classe	Créancier
-	0,00%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°103 SIE MARIGNANE
-	0,00%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°098 PRS PARISIEN 1 - SECTEUR PARTICULIER
1 853,00	0,11%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°104 SIE MARIGNANE
6 349,00	0,39%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°019 SIE MARIGNANE
21 689,00	1,33%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°105 SIE MARIGNANE
115 930,90	7,13%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°301 DGFIP (TVA collectée hors IG dont le FG est antérieur au RJ)
208 595,58	12,83%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°306 DGFIP (TVA collectée IG dont le FG est antérieur au RJ)
1 271 587,00	78,20%	Créanciers fiscaux Studia Digital n°020 SIE MARIGNANE
1 626 004,48	100,00%	Classe 1 - Créanciers fiscaux

Classe 2 - Créanciers sociaux

Créance en €	% dans la classe	Créancier
-	0,00%	Créanciers sociaux Studia Digital n°108 URSSAF BOUCHES DU RHONE
-	0,00%	Créanciers sociaux Studia Digital n°110 URSSAF BOUCHES DU RHONE
1 260,00	0,33%	Créanciers sociaux Studia Digital n°112 URSSAF BOUCHES DU RHONE
2 355,46	0,61%	Créanciers sociaux Studia Digital n°018 URSSAF BOUCHES DU RHONE
17 499,26	4,54%	Créanciers sociaux Studia Digital n°017 HUMANIS MALAKOF
45 509,84	11,80%	Créanciers sociaux Studia Digital n°109 URSSAF BOUCHES DU RHONE
83 550,76	21,66%	Créanciers sociaux Studia Digital n°016 AG2R LA MONDIALE
235 551,73	61,07%	Créanciers sociaux Studia Digital n°111 URSSAF BOUCHES DU RHONE
385 727,05	100,00%	Classe 2 - Créanciers sociaux

Classe 3 - Créanciers titulaires de sûretés réelles

Créance en €	% dans la classe	Créancier
22 500,00	100,00%	Créanciers titulaires de sûretés réelles Studia Digital n°096 BPI FRANCE FINANCEMENT
22 500,00	100,00%	Classe 3 - Créanciers titulaires de sûretés réelles

Classe 4 - Créanciers chirographaires également titulaires de sûretés réelles

Créance en €	% dans la classe	Créancier
1 089,85	0,73%	Créanciers chirographaires bénéficiant partiellement de sûretés réelles Studia Digital n°317b BPI (intérêts 07/26 au 06/27 - n°97)
2 169,69	1,45%	Créanciers chirographaires bénéficiant partiellement de sûretés réelles Studia Digital n°317 BPI (intérêts de la PO - n°97)
146 751,33	97,83%	Créanciers chirographaires bénéficiant partiellement de sûretés réelles Studia Digital n°097 BPI France FINANCEMENT
150 010,87	100,00%	Classe 4 - Créanciers chirographaires également titulaires de sûretés réelles

Classe 5 - Créanciers chirographaires

Créance en €	% dans la classe	Créancier
-	0,00%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°114 CEPAC (garantie consentie pour Studia SAS (créances n°145, 146 et 147)
-	0,00%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°064 CM CIC LEASING SOLUTIONS – MUTUALEASE (loyers à échoir crédit-bail)
-	0,00%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°009 CREDIT MUTUEL FACTORING (créance auto liquidative)
503,22	0,02%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°051 COGENT COMMUNICATIONS FRANCE
528,00	0,03%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°052 FRANCE CARTOUCHES
588,32	0,03%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°053 THINWARE
600,00	0,03%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°022 SELURL ARENA AVOCAT
637,48	0,03%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°054 NORAUTO
761,38	0,04%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°014 MEDECINE DU TRAVAIL - GIMS
779,76	0,04%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°080 ORANGE
798,00	0,04%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°055 IPACS
1 143,00	0,06%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°082 MATERIEL INFORMATIQUE OCCASION
1 360,05	0,07%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°057 AXO - ARN
1 643,44	0,08%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°063 LUMEN TECHNOLOGIES FRANCE SAS
1 853,46	0,09%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°003 LOCAM
2 970,00	0,14%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°078 SWILE CARTE CADEAUX
3 456,00	0,17%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°073 GODAERT
3 805,91	0,18%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°113 ATS CONSULTING
3 892,41	0,19%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°029 EDF
4 280,71	0,21%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°067 SIEMENS LEASE SERVICES
4 651,60	0,22%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°062 VERTIV
6 309,05	0,30%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°070 EQUINIX FRANCE SAS
7 500,00	0,36%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°065 BEWYKS
8 400,00	0,41%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°068 PENTALOG
8 459,81	0,41%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°099 DOCOON
8 975,25	0,43%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°060 TEAM HENRI-FABRE
10 368,00	0,50%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°072 SHS FRANCE
11 340,00	0,55%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°077 AD'MISSIONS ONE
11 989,78	0,58%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°071 SERES
12 285,00	0,59%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°069 IT HIGH INDUSTRY
16 208,33	0,78%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°081 SEMERDJIAN SERGE
17 041,15	0,82%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°015 VERSPIEREN
18 338,55	0,89%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°102 GROUPAMA GAN VIE
20 235,80	0,98%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°075 ITESOFT
20 400,00	0,98%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°074 FLOWT
23 258,15	1,12%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°021 AXWAY SOFTWARE
23 379,44	1,13%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°076 FORTIL PARIS
24 000,00	1,16%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°079 SMART TALE GAMES
27 432,00	1,32%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°084 MAZARS DATA CONSULTING
42 860,17	2,07%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°013 BNP
44 015,38	2,12%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°066 GDSOFTS
99 302,06	4,79%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°012 BNP TELINO
100 900,00	4,87%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°086 CAPGEMINI TECHNOLOGIES SERVICES
116 288,63	5,61%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°107 @CTIV
125 434,21	6,05%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°011 CEP 11879
126 018,37	6,08%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°005 CAISSE D'EPARGNE PAC
217 639,64	10,51%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°087 CM TELECOM FRANCE
889 093,13	42,92%	Créanciers chirographaires Studia Digital n°090 ORACLE
2 071 724,64	100,00%	Classe 5 - Créanciers chirographaires

Classe 6 - Créanciers groupe

Créance en €	% dans la classe	Créancier		
201 425,93	2,35%	Créanciers groupe	Studia Digital n°088	STUDIA AFRIQUE
209 546,00	2,44%	Créanciers groupe	Studia Digital n°089	GENVALUE PARTNERS
90 891,09	1,06%	Créanciers groupe	Studia Digital n°085	STUDIA SOLUTIONS
1 134 391,14	13,23%	Créanciers groupe	Studia Digital n°091	STUDIA INGENIERIE
2 061 151,22	24,04%	Créanciers groupe	Studia Digital n°092	STUDIA SAS
4 876 383,32	56,88%	Créanciers groupe	Studia Digital n°093	STUDIA SAS
8 573 788,700	100,00%	Classe 6 - Créanciers groupe		